

Réflexions complémentaires sur notre idée d'un "auto-référendum-citoyen".

L'actualité nous donne très vite du grain à moudre sur ce projet que nous venons de lancer.

1. Le premier contact pris avec un institut sérieux, mais pas "du système" est très prometteur. L'utilisation du sondage pour bousculer le pouvoir n'est pas un obstacle (ce qui n'était pas forcément évident chez d'autres ?). C'est essentiellement la possibilité de financer l'opération qui permettra de la lancer très vite (700€ la question, c'est accessible, mais il en faut entre six et huit, au minimum ?).

2. "*Les grands esprits se rencontrent*" puisque Philippe de Villiers vient d'agiter le landerneau politique avec une pétition de "demande d'un référendum" sur l'immigration, qui atteint des sommets en quelques jours avec **un million** de signatures (prétendues). La démarche percute en partie nos propres réflexions sur "*comment avoir un référendum quand le pouvoir refuse ?*"

Les critiques sur cette pétition sont sorties très rapidement, et avec des arguments sérieux : *signatures multiples non contrôlées, *soupçons de signatures par robots (vu la rapidité), etc. Au minimum on peut constater un certain amateurisme regrettable de Ph.deV. Et de surcroît on sait que le système actuel, pourri jusqu'à la moëlle, permettra au Conseil Constitutionnel d'objecter que "*ce n'est pas prévu par la Constitution*". **Donc juste un "grand coup de comm. pour rien" ?**

3. Ces éléments provoquent donc notre réflexion approfondie sur la "valeur réelle" des résultats d'un référendum exécuté par les voies électorales ordinaires.

Et notre conclusion est très rapide : pour exprimer l'état de l'opinion, et donc les souhaits réels des citoyens, **un sondage honnête sera toujours meilleur qu'un référendum** (même "non manipulé" par une campagne de propagande préalable).

En effet, l'opération électorale n'exprime que l'opinion de ceux qui ont bien voulu se déplacer, et nous sommes depuis plusieurs années à des niveaux d'abstention de l'ordre de **50 %**, et encore bien parmi les votants, les **blancs et nuls** ne sont **pas** pris en compte. Il faut d'ailleurs noter que le pouvoir dissimule systématiquement le poids réel des élus en donnant toujours les résultats en % des exprimés, et pas des **inscrits**. La représentativité réelle des élus est donc régulièrement en-dessous des **30 %** du corps électoral. Le record historique est à David Douillet, (législative partielle, Yvelines, 2009) : sur 71732 inscrits, il a réuni 12203 électeurs et le socialiste 11219, soit **17,01 %** au vainqueur, contre **15,64 %** au perdant. Quelle magnifique démocrassie !! **Ce manque de représentativité est donc exactement le même pour un référendum classique.**

Un autre exemple de réflexion est dans le référendum de 2005 sur l'Europe : après une avalanche de sondages (truqués) positifs, le résultat en a été acquis avec un **NON à 54,68 %** (en réalité 36,97 % contre 30,64 % de oui, donc une légitimité très discutable !!). Est-ce que si l'on avait fait un sondage honnête et non manipulé par le pouvoir, on n'aurait pas plutôt eu **65 à 70 %** (réels!) de "**non**" ? Auquel cas la **légitimité** de ce résultat aurait été bien meilleure !!

Pour ce qui nous concerne la conclusion est évidente : c'est aux citoyens de mettre de l'ordre dans la fosse à purin et le panier de crabes qu'est devenu ce régime "totalitaire", de corruptions et de ©CrimesOrganisés qui nous conduit volontairement (le pays et les citoyens!) à la ruine et à une catastrophe sociale et économique délibérée (cf. la Grèce en 2008).

Il faut sortir de la "**servitude volontaire**" si bien décrite par La Boétie en 1548. Nous pouvons, et devons, reprendre en mains la défense de nos intérêts et notre destin.

A défaut nous mériterons notre sort.

D.B.